

<https://journal.alternatives.ca/?Israel-est-un-Etat-d-apartheid-et-c-est-pourquoi-il-est-en-perte-de-legitimite>



Israël est un État d'apartheid et c'est pourquoi il est en perte de légitimité

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2010 - Journal des alternatives. Vol. 1 - No. 3, mars 2010 -



Date de mise en ligne : mercredi 17 mars 2010

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Avant même que la sixième semaine contre l'apartheid Israélien ait lancé ses activités, les membres de l'Assemblée législative de l'Ontario et du Parlement canadien s'empressaient de la dénoncer. Je ne me rappelle pas d'un autre moment où les législateurs ont officiellement proscrit une activité étudiante de cette façon. Peut-être dans les années 1950 lorsque le maccarthysme faisait des ravages, mais c'était avant mon temps.

La semaine dernière, l'Assemblée législative de l'Ontario adoptait unanimement une résolution présentée par le conservateur Peter Shure dénonçant la semaine contre l'apartheid Israélien. Le texte de la résolution précisait que désigner Israël comme étant un État d'apartheid était « proche du discours haineux ». Bien qu'il n'y avait que 30 députés à l'Assemblée législative à ce moment-là, la députée provinciale néo-démocrate, Cheri di Novo, fut de celles qui prirent la parole en faveur de la résolution. Cette semaine, un député conservateur présentait une résolution affirmant que la Semaine contre l'Apartheid israélien était antisémite. Il s'agit d'attaques sans précédent.

J'ai assisté il y a quelque jours à l'université Ryerson à une conférence d'un universitaire sud-africain, Na'eem Jeena, qui travaille justement en solidarité avec la Palestine. M. Jeena a expliqué que l'apartheid sud-africain reposait sur trois piliers et qu'Israël les regroupe tous les trois.

1. Différents droits pour les différentes races : Dans le cas d'Israël, il y a des droits différents pour les Juifs et pour les non-juifs. Par exemple, selon la Loi du Retour de 1950, les Juifs peuvent revenir en Israël et se voir accorder la citoyenneté même s'ils n'ont pas d'autre relation avec ce pays que les mythiques relations bibliques. À l'autre extrémité, les Palestiniens ne peuvent pas rentrer même si leurs parents ou grands-parents y ont vécu.

2. La séparation de ce qu'on appelle les groupes raciaux dans des zones géographiques différentes : Même à l'intérieur des frontières d'Israël, 93 pour cent des terres appartiennent à un fond foncier national ou terres du Fonds national juif qui sont réservées à l'usage exclusif des Juifs. Les 20 pour cent de la population qui sont des Palestiniens vivant en Israël doivent se partager l'accès aux 7 pour cent de terres privées qui restent. La Cour suprême israélienne a rendu un certain nombre de décisions selon lesquelles les Palestiniens ne peuvent pas vivre sur des terres juives. Il y a des routes séparées pour les Juifs et pour les Palestiniens et il existe des zones résidentielles juives qui sont interdites aux Palestiniens. Cela n'a jamais été vrai en Afrique du Sud, même en temps de crise. En outre, les Palestiniens ont moins accès à l'eau que les Juifs vivant à proximité.

Enfin, la circulation des Palestiniens est strictement réglementée bien plus que ne l'était celle des Noirs en Afrique du Sud. Les célèbres droits de passage en Afrique du Sud obligeaient les Noirs à montrer qu'ils disposaient de tels droits émis par le gouvernement pour se déplacer, mais les déplacements des Palestiniens sont encore plus limités par les murs et les points de contrôle et s'ils vivent dans la bande de Gaza, ils n'ont strictement pas le droit d'en sortir.

3. Grille de sécurité, répression légale et sécurité : Il se menait une importante répression dans les ghettos noirs, mais il n'y avait jamais de chars ou le vrombissement des avions comme cela se passe en Cisjordanie. Jeena ajoute que la violence militaire israélienne contre des villages palestiniens est bien pire que tout ce qu'ont subi les Noirs en Afrique du Sud pendant l'apartheid.

La Convention des Nations Unies sur l'apartheid condamne le crime d'apartheid qui se réfère à une série d'actes inhumains - y compris les assassinats, la torture, les arrestations arbitraires, les emprisonnements illégaux, l'exploitation, la marginalisation et la persécution - commis dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial par un autre. Si Israël est devenu un paria dans le monde, ce n'est pas à cause de l'antisémitisme, c'est parce qu'il pratique une forme d'apartheid encore plus flagrante que celle pratiquée en Afrique du Sud. Si certains des dirigeants les plus respectés du mouvement antiapartheid en Afrique du Sud soutiennent qu'ils voient de

Israël est un État d'apartheid et c'est pourquoi il est en perte de légitimité

l'apartheid dans ce que fait Israël ; si là-bas, la campagne de boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) est plus forte, il y a une raison. C'est que les gens reconnaissent l'apartheid quand ils le voient !

Alors pourquoi nos politicienEs, dont certains néo-démocrates, ciblent-ils une activité étudiante comme la semaine contre l'Apartheid Israélien sur leurs sites ?

Une coalition de parlementaires de tous les partis a tenu des audiences sur ce qu'ils appellent le « nouvel antisémitisme » qu'ils identifient à la critique d'Israël. Ils se sont fait dire par tous les recteurs d'universités qui ont comparu devant eux qu'il n'y a pas de montée de l'antisémitisme sur leur campus. Pourtant les fausses rumeurs d'une telle augmentation persistent en raison de l'équation faisant équivaloir la critique d'Israël à de l'antisémitisme.

Israël commence à comprendre que le mouvement non-violent et antiapartheid et la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) est une plus grande menace à son pouvoir que la menace militaire. En Israël et en Palestine, ils arrêtent les militant-e-s non-violents qui mènent le mouvement. Et ils utilisent toute leur puissance économique et politique pour pousser les gouvernements amis à s'opposer à ces manifestations. Mais il y a un problème. C'est ce qu'on appelle la démocratie et la liberté d'expression. Quelque soit votre désaccord sur le fait qu'Israël ait des pratiques d'apartheid, vous ne pouvez pas empêcher toute discussion sur la question ou une manifestation ou une campagne de désinvestissement contre Israël parce que la liberté d'expression est un droit démocratique fondamental dans la plupart des pays occidentaux. Au Canada, le seul moyen d'arrêter le mouvement est de le discréditer en l'identifiant à de l'antisémitisme. C'est ce que nos parlementaires tentent de faire maintenant.

Je suis Juive et j'ai travaillé pour les droits des Palestiniens depuis de nombreuses années, tout comme beaucoup d'autres Juifs qui se sentent une responsabilité particulière de s'élever contre les injustices commises par Israël. Pendant ce temps, j'ai rarement subi de l'antisémitisme. En organisant la Semaine contre l'apartheid israélien, je n'en ai éprouvé aucun. Si Israël est en perte de légitimité dans le monde, c'est à cause de ce que son gouvernement fait contre les Palestiniens, non pas à cause de l'antisémitisme. Cette tentative de bloquer toute critique d'Israël est l'assaut le plus effrayant contre la liberté d'expression que j'ai vu dans ce pays. Que vous pensiez ou non que « Semaine contre l'apartheid israélien » soit le meilleur nom pour cette semaine de discussion en soutien aux droits des Palestiniens, écrivez s'il vous plaît à vos députés, provinciaux et fédéraux et dites-lui pourquoi vous croyez qu'il est mauvais pour des parlementaires de dénoncer ce genre d'activité éducative.

Post-scriptum :

Judy Rebick est membre de la Chaire pour la justice sociale et la démocratie des TCA et maintient un blogue « transformingpower.ca » où cet article est d'abord paru.